

# L'Égalité

«Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales» LENINE

**Bas salaires, casse des retraites,  
licenciements :**

**Merci Hollande !**

**Préparons-nous  
à riposter !**

**EDITO :**

**Préparons nous à une rude bataille sur les retraites à partir de septembre**

On pouvait s'en douter, l'économie ne redresserait pas, tout le monde le disait sauf le gouvernement. Et pour cause, cela lui fournit désormais le prétexte qui fallait pour justifier de nous faire payer encore et cette fois-ci, ce sera sur les retraites.

A la fin-mai, la Commission européenne recommandait à la France différentes « réformes » ultra-libérales en matière économique et sociale : ouverture à la concurrence, assurance-chômage, niveau du Smic, et surtout retraites. Evidemment, le gouvernement est d'accord avec ça. Mais en cette période de vive contestation de l'Union européenne dans toute l'Europe (et en souvenir aussi du vote majoritaire pour le « Non » au traité constitutionnel européen à 55% en 2005), il fallait finasser. Hollande a donc « brandi la souveraineté de la France face aux demandes de Bruxelles », comme titrait Le Monde, pour ensuite s'aligner sur les « recommandations » du rapport de Yolande Moreau et celui de la Cour des Comptes qui vont dans le même sens que la bureaucratie européenne... Sur le fond, ça ne change rien, ce seront toujours les travailleurs, les chômeurs, les retraités, qui vont devront trinquer.

**Démographie, que de crimes on commet en ton nom !**

Sans préciser encore les modalités de leurs attaques, Hollande et Ayrault ont déjà repris les justifications prétendument démographiques que Sarkozy, Fillon et Woerth employaient en 2010 pour reporter l'âge du départ et augmenter le nombre d'annuités nécessaires selon la bonne vieille méthode qu'on peut faire tout dire à des chiffres.

Les tranches d'âge nées au moment du baby

boom arrivent à l'âge de la retraite et pour ne rien arranger, on vit plus longtemps ! Si le premier point est vrai, le second est plus contestable : c'est surtout l'espérance de vie à la naissance qui a augmenté du fait de la baisse de la mortalité infantile et, de plus, l'espérance de vie en bonne santé, malgré les progrès médicaux, reste en dessous de 70 ans, surtout chez les ouvriers. Et les statistiques démographiques nous fournissent bien d'autres renseignements, notamment sur le chômage. Il y a plus de 3 millions de chômeurs complets et près de 2 autres millions de précaires et de temps partiels imposés. Si les travailleurs doivent attendre 2 ans de plus pour avoir droit à une retraite à taux plein, de deux choses l'une : soit ils sont déjà au chômage (parce que les mêmes patrons qui veulent reculer l'âge de la retraite ne se gênent pas pour virer les vieux) et ils y resteront 2 ans de plus, soit ils sont encore au boulot et c'est un jeune qui attendra 2 ans de plus son premier emploi !

Le rapport entre les actifs et les inactifs restera le même mais, c'est vrai, plus tard on part à la retraite et moins long est le temps pendant lequel on touche celle-ci...

**Déficits, que de crimes on commet en ton nom !**

Le budget des retraites a énormément augmenté depuis que les travailleurs y ont droit et notamment depuis que l'âge d'accès a été ramené à 60 ans. Mais comme la productivité a encore augmenté beaucoup plus vite, leur financement n'a jamais appauvri le pays. La part des profits dans le PIB a elle aussi grandi et c'est bien là qu'il faudrait chercher pour payer les retraites sans réduire leur montant. De même, si le chômage n'était pas maintenu aux alentours de 10% par l'absence d'embauche dans le secteur public ou par le refus de combattre les licenciements, les cotisations suffiraient à supprimer tous les déficits sociaux,

maladie, accidents du travail, retraite, famille et, bien sûr, chômage. Sans parler des scandaleuses exonérations de charges sur les bas salaires ! Pourquoi nos experts en démographie ne nous parlent-ils jamais de ces chiffres-là ?

L'heure n'est donc absolument pas à retarder le départ en retraite, mais au contraire à revenir à la situation d'avant 1993, quand travailleurs du public et du privé pouvaient partir à la retraite après 37,5 annuités de travail. L'offensive du PS joue aussi sur la division entre les catégories de travailleurs.

La différence avec la méthode Sarkozy, c'est que pour satisfaire la CFDT, friande des grandes négociations, le pouvoir a promis la « concertation » la plus large ce qui va donner un prétexte à ne pas s'opposer de manière frontale à de nombreux dirigeants syndicaux. Ce n'est pas gagné d'avance car la participation de toutes les confédérations à la Conférence Sociale des 20 et 21 juin sans rapport de force et surtout sans dire par avance qu'il est hors de question que les travailleurs et les retraités payent un centime n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Alors que des milliers de travailleurs se battent en ce moment dans des dizaines d'entreprises, contre des fermetures, ou contre l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail, c'est le même vent de révolte qu'en Egypte, au Brésil ou en Turquie qui doit nous inspirer et porter jusqu'à septembre. A défaut de grève préventive en juin, il faut préparer dès maintenant celle qui s'impose à la rentrée quand Hollande abattra ses cartes, une journée de grève massive, déterminée, capable de stopper l'économie et de dire : non, ce n'est pas à nous de payer pour que les grands patrons et les riches continuent d'amasser leurs milliards. Pour les retraités, qu'on prenne dans les profits, dans les dizaines de milliards d'euros d'aide que reçoivent les patrons !

## Sommaire

- ▶ Quelle stratégie pour les luttes à la rentrée
- ▶ Quelle opposition de gauche au gouvernement

- ▶ Égypte : la révolution en marche
- ▶ Mobilisation de masse en Turquie
- ▶ Brésil : une 1ère victoire

- ▶ Lutter contre l'extrême-droite
- ▶ Le F.N. en embuscade
- ▶ Non à l'islamophobie

# Non à l'austérité et aux attaques patronales, A nous de faire payer les riches !

Par Mathias Louis  
et Virginie Prégny

D'un côté le gouvernement organise l'austérité qui ne fait qu'accroître la récession et les inégalités sociales et on continue de donner de l'argent public aux entreprises. De l'autre le patronat lance une offensive en mettant sur le dos de la crise des délocalisations et réorganisations, avec leur lot de licenciements, facilités par l'ANI et les plans compétitivité-emplois. Le «travailler plus et gagner moins» ! Enfin, le gouvernement accélère la réforme des retraites.

## Un ras-le-bol général

Les raisons de lutter ne manquent pas. Le chômage ne cesse d'augmenter et des menaces pèsent sur les allocations familiales et les allocations chômage. Or, les travailleurs-ses n'ont pas cessé de se battre y compris depuis le début de la crise souvent contre des licenciements ou fermetures mais aussi pour des augmentations de salaires et contre les plans compétitivité-emploi. La généralisation de ces derniers via l'Accord National Interprofessionnel, (ANI, désormais adopté comme loi par la « gauche » gouvernementale...) n'a vu que deux journées de mobilisation ratées car mal préparées et pas assez en lien avec la situation présente dans les entreprises. Sur le mois de juin on peut compter six conflits (grève ou autres) par jour et 6 mobilisations nationales sectorielles (La Poste, SNCF etc.). Toutes ces questions sont liées et doivent faire l'objet d'une même mobilisation pour être pouvoir être combattues et stoppées. Imaginons l'impact de toutes ces grèves et luttes concentrées sur une seule journée !

La CGT appelle à une journée d'action début septembre. Comment construire un mouvement qui dépasse la mobilisation militante habituelle des syndicats et des partis ? C'est un bon début si cette première journée permet de démultiplier par la grève les actions, les piquets et les manifestations, si elle montre la force des travailleurs et qu'elle se place comme une étape. Cette journée doit nous servir à tisser des liens tous ensemble pour la suite. Préparons-la dès maintenant à la base en multipliant les actions et réunions communes entre secteurs, dans les quartiers. Si des dizaines de milliers de travailleurs, de militants syndicaux etc. utilisent cette journée d'action pour populariser la construction d'une journée de grève générale, en liant les revendications sur les retraites à celles sur l'emploi les salaires, pour pousser les directions syndicales à se prononcer en faveur d'une telle journée de grève, alors la journée d'action de début septembre peut être un puissant point d'appui pour une lutte résolue contre la casse des retraites. Les principaux syndicats devraient annoncer dès maintenant la deuxième étape, une journée de grève massive, la plus totale possible, dès la fin septembre ou le début octobre.

## Quelle stratégie pour mobiliser ?

L'attaque contre les retraites va être majeure, et peut pour mettre un coup au moral des travailleurs et de toute la population si on perd. Alors il va falloir une riposte d'ampleur. Il faut construire une démonstration de force, une grève « totale » dans le sens qu'elle doit bloquer l'économie et montrer que celle-ci ne tourne pas sans

les travailleurs, et construire ainsi le rapport de force, seul moyen de stopper la politique du gouvernement et les attaques patronales. Une grève dans laquelle tout le monde peut et doit s'engager et participer à la mobilisation en se disant que cette fois-ci, ça vaut le coup, que ça peut marcher, et que chacun doit jouer son rôle. Il faut une grève générale par le nombre de travailleurs, de jeunes impliqués et par les secteurs engagés avant et pendant mais aussi par les objectifs et les moyens utilisés : blocage des transports de marchandise, des grandes entreprises etc. Et cela se prépare et se construit dès maintenant. Pour arriver à une telle organisation, il faudra utiliser les semaines à venir et la journée d'action de septembre et avancer l'idée qu'il faudra plus qu'une journée d'action interprofessionnelle.

Or, nous connaissons les freins qui empêchent souvent les luttes et les grèves d'être suivies. Dans beaucoup d'entreprises, les pressions

patronales, les chantages au licenciement sont très forts. De plus, les faibles salaires et les conditions de vie limitent les possibilités d'action des travailleurs, surtout s'ils n'ont pas l'impression que cette grève est la leur, qu'elle peut avoir un impact réel et valoir le coup. Des caisses de grève, des cahiers de revendications qui ne négligent pas les problèmes quotidiens dans les entreprises... voilà ce qui peut unir les travailleurs et ce à quoi les syndicats doivent s'atteler.

En s'appuyant sur les luttes qui existent déjà, les équipes syndicales devraient mobiliser, faire le tour des entreprises de leur bassin. Les syndicats devraient appeler à des assemblées générales des syndiqués et plus largement les salariés pour préparer la mobilisation. Les partis de gauche devraient soutenir et populariser la grève, appeler à des réunions publiques pour débattre de la grève.

**Cette mobilisation ne sera pas seulement sur la question des retraites mais contre toute la politique d'austérité et les attaques des patrons !**

► **Zéro licenciements ! Pour un emploi décent pour tous et toutes**

► **Augmentation des salaires, indexation en fonction de la hausse des prix ; à travail égal, salaire égal. Répartition du travail entre tous : baisse du temps de travail jusqu'à disparition du chômage. Retraite à 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Retour aux 37,5 annuités pour tous et toutes, quelque soit le secteur !**

► **Non à l'austérité, faisons payer les riches pour garantir des services publics de qualité.**

► **Pour la nationalisation sous le contrôle des travailleurs et de la population des principaux secteurs de l'économie**

## EDF : Stop à la hausse des factures d'énergie !

Par Diana Ortega

L'électricité augmente régulièrement depuis quelques années, pourquoi ?

Edf justifie cette hausse en raison de certaines charges financées pour la Contribution aux charges de Service Public d'Électricité. Cette contribution payée par les usagers a augmenté ces dernières années et va continuer soi disant pour développer les énergies renouvelables, la péréquation tarifaire qui permet de payer le même tarif quelque soit la région et le tarif social de l'électricité. Le prix devient exorbitant pour de nombreuses familles. Et ça n'a pas l'air de s'arrêter...

L'Etat va négocier prochainement la vente de ses parts dans EDF avec les groupes partenaires. Bien sûr l'intérêt des consommateurs est exclu dans le débat. En France 76 % de la production de l'électricité est produite dans les centrales nucléaires exploitées par EDF qui pratique des prix plus bas que ses concurrents. Pourtant les prix ne cessent pas d'augmenter. Bizarre ? Non.

Si l'Etat cède toute la gestion de la production d'électricité aux mains du privé, ceux-ci ne vont voir que le côté commercial pour augmenter leurs profits. C'est la déréglementation totale des tarifs qui entre en jeu.

En conséquence le service public de l'énergie souffrira d'une nette dégradation. C'est déjà le cas avec ERDF qui fournit l'énergie aux collectivités territoriales. Un conflit d'intérêts a récemment éclaté dénoncé par les collectivités territoriales car les temps des coupures sont de plus en plus élevés depuis la libéralisation et la séparation ERDF et GDF Suez et des amoncellements sur les factures ont lieu.

Dans le secteur des usagers particuliers, on voit bien déjà que certains consommateurs sont tombés dans le piège de la soi disant libre concurrence en s'abonnant à d'autres marchands d'énergie électrique et subissent des irrégularités dans leurs factures. Si jusqu'au présent ces marchands se tiennent plus ou moins à carreaux, c'est parce qu'il y a encore un certain contrôle de l'état. Mais pour combien de temps ? En effet, les propositions récentes de vente d'une partie des parts de l'état dans ERDF ou d'autres entreprises à forte dominante de l'état par le gouvernement. Ayrault ne vont pas dans le bon sens. Quant à la baisse qui a été annoncée à coup de renfort médiatique c'est du vent ! A peine 1 € ; ce n'est pas une baisse, c'est un remboursement car Edf a augmenté abusivement les factures et a été condamnée.

La hausse des salaires OUI, mais pas celles des factures EDF !

Voilà ce que veut dire l'ouverture aux marchés d'EDF et la cession de parts au privé. On marche la tête à l'envers car une poignée d'hommes, les capitalistes, cherchent partout le profit pour s'enrichir sur notre dos et détériorent ainsi toujours plus nos conditions de vie.

On voit bien que ce système capitaliste ne permet pas de subvenir aux besoins nécessaires de la population. Il ne marche pas.

Il faut se mobiliser et lancer une grande campagne unitaire des associations d'usagers et de consommateurs, des syndicats de travailleurs, des partis clairement contre l'austérité pour exiger des tarifs corrects pour tous.

**Non aux augmentations des tarifs d'électricité et à leur dérégulation**

**Non à la privatisation progressive d'EDF**

**Renationalisation d'ERDF comme de tous les services publics sous le contrôle des salariés des secteurs et des usagers !**

## Face à l'aggravation des conditions de vie, il faut une opposition résolue au gouvernement et au patronat !

Par Leila Messaoudi

Aujourd'hui, beaucoup regardent vers le Front de gauche comme une opposition à la politique pro-capitaliste du PS. Mélenchon est crédité de 12 à 15% dans les sondages en juin 2013, non loin du PS.

Le Front de Gauche appelle à résister aux politiques libérales, et lors de sa marche du 5 mai à laquelle des dizaines de milliers de personnes ont participé, Mélenchon lançait même le slogan de mettre un «coup de balai» face aux affaires de corruption et aux magouilles.



## Quelle politique à la gauche du PS ?

Dans la foulée, il a organisé des assises le 16 juin dernier. Une partie des discussions ont eu lieu avec des participants au gouvernement, l'aile «gauche» du PS de Marie-Noëlle Lienemann et Europe écologie les Verts. La question était jusqu'à quel point le Front de gauche doit faire partie de la gauche du gouvernement et appuyer la politique du gouvernement ou la contester et être une opposition.

Dans la situation actuelle, une question se pose effectivement, celle d'un gouvernement qui défende les travailleurs et s'oppose aux politiques d'austérité. Mais s'il doit y avoir ce type de gouvernement, il ne pourra pas se faire avec des forces qui n'auront pas rompu avec les politiques d'austérité et appuient la politique de Hollande et Ayrault.

Or les élections municipales et européennes sont l'an prochain. Au sein du Front de gauche, certains défendent l'idée

qu'il va falloir s'allier avec le PS. L'alliance avec le PS ou EELV n'est pas possible car elle signifie s'allier avec des forces qui mettent en place des politiques d'austérité. Certains argumentent aussi que la droite et l'extrême droite sont en embuscade et que l'alliance avec le PS est nécessaire dès le premier tour dans une sorte de «front populaire».

En réalité c'est bien une situation sociale aggravée par la politique du PS qui explique les raisons de cette présence du FN. Cette question est en définitif un prétexte. Et il est erroné de penser qu'on pourra le combattre en s'alliant avec ceux qui, par leur politique, contribuent aux progrès du FN.

Les élections seront par contre un moment important pour populariser un programme de défense des travailleurs, des jeunes et de la majorité de la population et pour servir à construire une opposition autour de ce programme. Comment empêcher l'ANI, comment stopper les plans de licenciements et les coupes dans les services publics... C'est de ce programme qu'il faut discuter dès maintenant et avec tous ceux qui le souhaitent.

## Construisons l'opposition de gauche à ce gouvernement !

Depuis les élections de 2012, et grâce aux manifestations appelées à Marseille ou à la Bastille pendant cette campagne une partie des travailleurs a pu montrer son incrédulité face au projet politique porté par Hollande. Ces assises auraient pu être le lieu pour discuter des moyens d'action et des revendications pour mettre un coup d'arrêt à la politique du gouvernement et du patronat. On le voit au Brésil ou en Turquie, l'étincelle peut venir de différents sujets et mettre le feu aux poudres. La rage est là mais les travailleurs-ses et la population manquent d'outil pour que leurs luttes ne restent pas isolées et que leur voix existe sur le terrain politique.

En France, les sujets ne manquent pas pour mener bataille et faire entendre une voix indépendante des travailleurs et de la population : fermeture des sites industriels à cause de l'ANI, hausse des prix de

l'électricité, des transports, casse de la santé... Le Front de gauche devrait chercher à mobiliser sur ces questions en développant des axes capables de donner de la force aux travailleurs attaqués. Il est présent contre les licenciements par exemple, mais n'a pas une position nationale de refus de tout licenciement au delà de sa formulation sur les licenciements «boursiers». Pourquoi pas aussi une mobilisation contre la hausse du prix de l'électricité ou de l'essence qui se batte pour un maximum des prix, pour la renationalisation de l'énergie (edf-gdf) en refusant de payer la hausse par exemple. C'est le genre d'initiative large à laquelle tous ceux qui le souhaitent pourraient se joindre et qui contrecarre l'idée qu'aucune autre politique que celle du PS n'est possible.

L'attaque sur les retraites va être majeure, contre laquelle un véritable mouvement d'ensemble doit être construit. Le Front de gauche devrait adopter une position plus claire en faveur d'une journée de grève et ouvrir le débat là-dessus, en défendant l'idée aussi dans les syndicats, en particulier au sein de la CGT où de nombreux militants du FDG se trouvent. Il faut appuyer politiquement toute possibilité de faire monter la pression et de préparer une véritable journée de grève à la rentrée.

Des réunions à la rentrée pourraient avoir lieu pour appeler tous ceux qui refusent les politiques d'austérité, qui veulent se battre pour un emploi pour tous, pour de vrais salaires à construire ensemble une véritable force politique défendant les intérêts des jeunes, des travailleurs et de la population et voulant réellement une opposition de gauche à la politique d'Hollande.

Comme beaucoup nous sommes prêts à en discuter, à y contribuer et faire que ceci puisse être un premier pas pour construire le mouvement en faveur d'une société socialiste.

## Égypte : la révolution avance

Par Marie-José Douet

**A** l'appel du mouvement Tamarrod (rebelle en arabe) qui existe depuis le 1er mai, et soutenue par El Baradei du Front de Salut National et la Fédération des syndicats égyptiens, une journée de désobéissance et de manifestations a eu lieu le 30 juin au Caire mais aussi dans toutes les villes du pays : Port Said, Alexandrie, Mansoura, etc. Manifestations monstres, locaux des Frères musulmans incendiés...les Égyptiens ne lâchent rien !

### Surtout ne rien se laisser voler !

Depuis le renversement de Moubarak, les yeux des travailleurs et des paysans sont restés grands ouverts. Qui subit la pénurie d'essence, de gaz, de diesel, le blé manquant, la hausse des denrées alimentaires de base, ce sont eux ! Rien que dans la dernière année ; la désobéissance civile a été mise en place dans plusieurs villes du delta avec grèves dans les entreprises, gestion de la ville à tous les niveaux, sécurité, hôpitaux, écoles. Il y a eu les grèves des pilotes d'air Egypt, des salariés du pétrole, de l'industrie textile, dans les écoles, les hôpitaux... Plus de 5500 manifestations se sont déroulées, avec prise de bâtiments administratifs,

des juges qui virent des procureurs, des policiers qui refusent de protéger les locaux des Frères musulmans. Le gouverneur de Louxor a été viré et les manifestants occupent toujours le siège.

22 millions de personnes ont signé la pétition de Tamarrod demandant la démission et le départ de Morsi. C'est dire combien les jeunes, la population se sont saisis de cet événement et combien le rejet de la politique du gouvernement est grand. Seulement 7 millions ont signé pour les partis d'opposition. Cela montre aussi la défiance envers l'opposition, essentiellement le FSN qui a tellement trahi les aspirations des travailleurs, des jeunes, de toute la population quand ils manifestaient ou faisaient grève tout au long de cette année.

### Un pouvoir en déroute

Dans un pays au bord du gouffre économique, gardant tout ou partie des anciennes structures de Moubarak (justice, police, armée, etc.), la situation sociale est une poudrière. Ceci a attisé la colère de la population. Impossible pour Morsi de prendre des mesures d'austérité attendues de lui par le FMI et leur refiler les 4,8 milliards demandés depuis 2 ans. Impossible aussi de satisfaire des demandes sociales. Alors, Morsi mobilise ses troupes comme le 21 juin. Mais celles-ci pourtant armées de gour-

dins ne réussissent pas à dompter la colère. Elles ont reçu des ordures jetées des fenêtres par les habitants qui n'en peuvent plus de crever la faim, de manquer d'électricité ou autres.

L'armée peut-elle être prête à prendre le pouvoir à nouveau ? En lâchant ou non Morsi ? Il y a aussi des anciens de Moubarak dedans. Certains dans le FSN le souhaitent, d'autres opposants sont contre. Mais l'armée n'a plus le même écho populaire. Et la fiabilité des soldats de base serait-elle là ? On ne sait pas. La police, quant à elle, est extrêmement divisée, mal payée et une partie en a marre de prendre des coups pour Morsi. Que vont soutenir les impérialistes inquiets de l'instabilité politique comme Obama lors de sa visite en Afrique ? L'opposition institutionnelle est trop discréditée déjà, aux yeux des Égyptiens. Leur arrivée au pouvoir ne pourrait à l'heure actuelle pas vraiment calmer une population qui veut en finir avec des conditions de vie misérables et continue à se battre pour sa liberté.

### Après le 30 juin....

La grande majorité de ceux qui appellent ou soutiennent le mouvement demandent la démission de Morsi et des élections anticipées dans quelques mois. Or les Égyptiens ont déjà montré

qu'ils ne veulent pas se faire voler leur révolution. «Pain, liberté et justice sociale» restent leur slogan.

Toutes les expériences de démocratie directe vécues ces derniers mois permettent à une nouvelle génération de militants de se former dans les luttes, dans ces affrontements avec l'Etat et d'en tirer les leçons. Bien entendu rien n'est joué. Mais les mobilisations monstres du 30 juin montrent la profondeur de la mobilisation, qui traverse toutes les couches de la société.

C'est la révolution qui est en cours en Egypte. Or une révolution n'est pas un événement ponctuel, ni un phénomène linéaire et continu. C'est au contraire un processus connaissant des flux et des reflux, des ralentissements et des accélérations. Les égyptiens qui ont il y a deux ans mené à bien une révolution démocratique, en renversant Moubarak, ont entamé depuis plus d'un an une deuxième phase de révolution, sociale celle là, dans laquelle ils s'affrontent au pouvoir quel qu'il soit au service des capitalistes. Les manifestations massives rassemblant plusieurs millions de personnes sont les prémisses d'une révolution potentiellement socialiste. Cela est riche d'avenir pour eux et les travailleurs du monde entier.



**Manifestation à Alexandrie le 30 juin 2013. Des manifestations gigantesques ont eu lieu dans tout le pays (selon les sources entre 9 et 33 millions de manifestants !) pour faire tomber Morsi et son gouvernement et enfin obtenir la satisfaction des mots d'ordre du peuple égyptien : «Pain, liberté et justice sociale». La révolution égyptienne est toujours en marche !**

**Rassemblement place Taskim, à Istanbul le 25 juin dernier. Prenant appui sur la défense d'un parc, les jeunes et les travailleurs de Turquie se mobilisent contre le pouvoir en place sur des revendications sociales et politiques (Photo Ozan Kose - AFP)**



## Turquie : ce n'était que le premier round !

Par Virginie Prégny

**L**e mouvement de masse en Turquie a commencé par des protestations contre l'abattage d'arbres centenaires dans le centre d'Istanbul, place Taksim. Les raisons étaient politiques, puisque le projet devait bénéficier à des proches du premier ministre Tayyip Erdogan pour la construction d'un centre commercial. La répression qui s'en est suivie a déclenché un mouvement de masse comme la Turquie n'en avait pas connu depuis longtemps. Cela pourrait bien être le tournant qui rapproche la Turquie de ses voisins égyptiens et tunisiens.

### Un tournant historique

Depuis 30 ans, et l'écrasement définitif des mouvements révolutionnaires par le coup d'Etat militaire de septembre 1980, le mouvement de contestation a toujours été limité à l'extrême gauche et les luttes ouvrières, fréquentes, sont restées isolées. La capitulation d'une partie de la gauche turque et l'abandon à eux-mêmes des Kurdes par cette même gauche, la répression terrible (peine de mort, disparitions de masse, destruction de quartiers ou de village) n'ont pas permis que se développent des mouvements de masse. De 1967 à 1973, la Turquie a connu une vague révolutionnaire et socialiste, ce sera la capitulation des dirigeants révolutionnaires sur fond de nationalisme et de «Turquie laïque» qui permettra la venue au pouvoir du CHP (l'actuel principal parti d'opposition, parti capitaliste laïque) puis le coup d'Etat militaire lorsque le

mouvement révolutionnaire menaçait de reprendre. Des centaines de milliers de Turcs et surtout de Kurdes de Turquie ont fini en prison, ont été assassinés, ou en exil. Aujourd'hui encore, environ 8000 militants de gauche, de syndicalistes, de militants kurdes et de journalistes sont emprisonnés.

### L'AKP, un parti capitaliste avant tout

Le champ politique est dominé d'un côté par l'AKP (parti islamo-capitaliste prétendument modéré), au pouvoir depuis 2002, et d'un autre côté le CHP (les kémalistes, républicains social-démocrate et laïcs). L'AKP doit une partie de son soutien dans les masses au rôle qu'il a joué pour purger la bureaucratie de l'Etat, l'armée et la justice des kémalistes. D'autre part, l'AKP a mis en place une politique basée sur les investissements étrangers, qui ont certes contribué à la période de croissance économique mais grâce à une exploitation scandaleuse de la classe ouvrière (en partie kurde). Des grèves pour les salaires dans les usines Renault ou autre s'étaient multipliées ces dernières années.

La crise économique a donc réduit la marge de manœuvre d'Erdogan, ce qui explique en partie son durcissement, tout comme la logique même de son islamisme pragmatique, qui l'oblige à aller régulièrement flatter la partie réactionnaire de son électoral. N'étant pas arabe, ni de langue ni d'histoire, la Turquie, tout comme l'Iran ou l'Asie musulmane a été peu affectée par les mouvements du sud du bassin méditer-

ranéen de 2011, bien que les jeunes de la Place Taksim se sont nourris de ces révolutions.

### Comme en Egypte et en Tunisie, la jeunesse turque se réveille

Les manifestants étaient au départ majoritairement de classe moyenne et des étudiants issus de la classe ouvrière. 40% d'entre eux avaient entre 19 et 25 ans et 2/3 avaient moins de 30 ans ; en fin, 70% disent n'être proches d'aucun parti politique.

L'échelle de masse de la mobilisation (des manifestations et grèves dans plus de 80 villes) montre aussi à quelle point la colère est grande et profonde, malgré le soutien encore important pour Erdogan et l'AKP. Il n'a tout de même pas encore atteint des proportions importantes dans les zones plus rurales. Cela pourrait changer avec les manifestations du 29 juin, suite à la mort d'un jeune kurde dans le sud du pays (lors d'une manif contre l'extension d'un camp militaire). Des slogans de solidarité avec les droits démocratiques des kurdes ont été scandés mais pas seulement par les kurdes, ce qui pourrait être un moment décisif de la lutte.

Les défis pour ce mouvement résident dans le fait qu'il se structure et se dote d'une direction à même de rassembler toutes les couches de la société, face à un gouvernement brutal et qui ne cesse d'opposer les turcs entre eux.

Le site de la section du CIO en Turquie : <http://www.sosyalistalternatif.com>

## Les Brésiliens dans la rue !

Par Faustine Ottin

**L**e 6 juin a marqué le début d'un mouvement de la population au Brésil. Depuis et jusqu'au 20 juin, le Pays a connu plusieurs grandes manifestations dans les principales villes du pays (Sao Paulo, Porto Alegre, Brasilia, Rio...).

### Ils se saignent pour aller au boulot

Si la hausse des prix du transport a été le détonateur de la contestation, réunissant jusqu'à un million de Brésiliens, les revendications vont bien au-delà de ça. Le Brésil est fortement touché par la crise, cette année la croissance sera d'environ 1% après des années de croissance élevée. 37 millions de personnes n'ont pas accès aux transports en commun pour des raisons financières. 10 millions de brésiliens dépensent la majorité de leur revenu pour pouvoir effectuer les trajets qui les mènent au boulot. C'est pourquoi à Sao Paulo, une des revendications est la gratuité des transports, revendication à laquelle le PT se joignait dans les années 1980 mais aujourd'hui au pouvoir, qu'il s'est empressé d'oublier.

### Les crimes de la coupe du monde

Les grandes disparités dans le pays, ont mené la population à dénoncer les politiques des travaux pour la coupe du monde de foot. L'Etat, n'hésite pas à dépenser grassement pour le mondial de foot et les JO de 2016 mais expulse les familles de leur maison pour faire de la place à cette vitrine du pouvoir laissant jouer la spéculation immobilière qui va avec et qui pousse à la rue les travailleurs brésiliens. Et plus de 150 SDF auraient été assassinés pour «nettoyer» les rues en vue du Mondial ! C'est pourquoi, une campagne de luttes nationales des mouvements populaires pour le logement a été lancée le 14 juin pour dénoncer les crimes de la coupe du monde !

### Recul face à la colère

Face à ces luttes à la veille de la coupe des confédérations, le gouvernement a d'abord interdit les manifestations puis a réprimé la contestation, mais cela a accentué la lutte. L'utilisation de balles contre les manifestants, les arrestations de militants et l'utilisation de l'arsenal législatif pour interdire les manifestations montrent les dénis de démocratie du pouvoir ! Celui-ci n'a pas eu le choix et a reculé ainsi dans toutes les grandes villes les prix des tickets de transport ont baissé.

### Une victoire qui donne confiance

Malgré cette victoire sur les transports, il reste beaucoup à faire. Trahis par le PT, qui montre son vrai visage néolibéral, les manifestations ont dû faire face à des groupes de droite, ou d'extrême droite qui étaient très hostiles aux militants politiques de gauche. Plus largement, on pouvait assister à un sentiment anti-parti prononcé. C'est pourquoi, les travailleurs ne doivent pas renoncer à une opposition de gauche au gouvernement et réclamer une rencontre nationale des travailleurs qui permettrait d'élaborer les revendications et les stratégies de luttes afin de préparer une journée de grève générale. C'est ce à quoi s'attache notre section sœur au Brésil, LSR ([www.lsr-cit.org](http://www.lsr-cit.org))



# Contre le racisme et l'islamophobie : Barrons la route à l'extrême droite !

Par Mathieu J

Les groupes fascistes «3ème voie» et «Jeunesses Nationalistes Révolutionnaires», desquels étaient issus les militants qui ont tué Clément Méric, e sont auto-dissouts sans attendre la dissolution administrative envisagée par Ayrault et réclamée par certains antifascistes.

Mais en quoi cette dissolution va-t-elle faire cesser l'existence du fascisme ? Ces groupes d'extrême droite sont présents dans quelques villes et tentent de s'étendre dans d'autres lieux. Ils y font différents type d'actions, parfois de simples pétitions, mais le plus souvent, ce sont des actions assez violentes, ciblant des lieux trop «multiculturels» à leurs yeux, et les organisations des travailleurs comme le piquet de grève des cheminots de Lyon-Perrache en 2010. En effet, la population des lieux où il sont implantés est cible de violence si elle refuse leurs « idées ». Souvent, des manifestations et des pétitions appellent les mairies à fermer leurs locaux, comme «la Traboule» à Lyon, mais ces demandes n'aboutissent pas.

L'opinion générale n'adhère pas aux méthodes de ces groupuscules qui regroupent quelques centaines de membres, pas plus qu'elle ne soutient activement l'extrême droite sous quelque forme que ce soit. C'est en grande partie un soutien électoral, pas

sif, par défaut et par rejet des partis au pouvoir depuis 30 ans.

Mais l'agitation de ces derniers mois, en particulier contre le mariage pour tous, a donné du champ à la droite réactionnaire et notamment aux groupuscules violents qui se mettent à parader sans crainte. Et l'audience de Le Pen et du FN augmente à mesure que les politiques anti-sociales, du PS comme de la droite, et les conséquences du capitalisme, notamment le chômage de masse, continuent de ravager la société.

## Pas de capitalisme sans racisme

Il y a un parallèle entre la société inégalitaire, engendrée par le capitalisme, et le racisme. Et pour lutter contre il faut l'organisation de réponses de masse par la population pour empêcher les fascistes de mener leurs actions dans la rue ou d'y faire régner la peur. Dans les quartiers où ils sont implantés, c'est par la force du nombre que les habitants pourront les faire reculer. Lorsque l'extrême droite se réunit, elle le fait savoir, donc nous pouvons intervenir en masse pour empêcher leurs meetings.

Ce ne sont pas des lois qui stopperont le fascisme, et la dissolution des groupes ne les

empêchera pas d'exister ou de se reformer, mais ce n'est pas non plus en exagérant le danger qu'ils représentent qu'on organisera correctement la lutte. Des milliers d'opposants doivent se dresser face à leurs actions publiques et sans découper cela de la lutte contre les politiques antisociales des différents gouvernements. De plus, on ne devrait pas demander à l'Etat la dissolution de groupes politiques... aujourd'hui se sont des groupes fascistes, mais demain ça pourrait être des groupes socialistes révolutionnaires ! J.-F. Copé, le président de l'UMP, a réclamé la dissolution simultanée des groupes d'extrême droite et d'extrême gauche !

Au fur et à mesure de l'approfondissement de la crise économique et sociale en Europe, la question d'une alternative politique se pose. Dans de nombreux pays, l'extrême droite poursuit une percée électorale plus ou moins puissante, ouvrant la voie à des organisations semi-fascistes (comme Aube doré en Grèce). Nous n'en sommes pas là en France, mais les tromperies des politiciens, la corruption... alimentent les divers groupes d'extrême droite faute d'une véritable alternative à gauche du PS, en défense des travailleurs et des couches populaires. N'ayant plus d'espoir dans le système, une par-

tie du peuple tape du poing en votant extrême droite.

## Ne leur laissons pas l'opposition au gouvernement

Le vote ne sera pas la clé pour améliorer les conditions de vie de tous et c'est par les luttes sociales que l'on combat le racisme et le capitalisme. Même s'il est important d'éviter la multiplication de nouveaux élus frontistes, ce n'est pas en votant pour des défenseurs du système actuel que cela peut se faire. On peut comprendre que des gens votent pour faire barrage au FN, mais cela ne règle pas le problème de fond. Nous utilisons la méthode du front unique, qui consiste à lutter communément avec d'autres organisations de gauche, mais sur le terrain de la lutte des classes avec les jeunes et les travailleurs.

Nous avons besoin d'un grand mouvement d'ensemble qui ne découpe pas les problèmes en plusieurs parties même si nous nous positionnons sur des questions spécifiques telle que le racisme. Mais l'extrême droite ne reculera que si une force politique se construit et organise largement la population dans les quartiers, sur les lieux de travail pour défendre nos intérêts contre les capitalistes et leur système, pour un emploi pour tous et toutes, un logement décent... et défende ainsi, que la majorité de la population pourra s'émanciper de sa condition de classe exploitée.

**Banderoles à la manifestation du 23 juin 2013 à Paris, en mémoire de Clément Méric, militant anti fasciste assassiné par des membres d'un groupuscule fasciste.**



## Lutter contre l'islamophobie

Par Yann Venier

Hier on s'en prenait aux «Polaks», aux «Ritals», aux «Portos»... Aujourd'hui ce sont les Maghrébins et l'Islam qui sont essentiellement dans la ligne de mire. Cela s'est renforcé depuis le 11 septembre et la guerre des impérialistes contre l'Irak, avec la propagande de l'Axe du Bien contre les «forces du mal», les chrétiens contre les musulmans. Nous refusons ces amalgames et dédendons le fait que chacun a le droit de croire ou pas, et ce dans la plus grande tolérance.

Au nom de la laïcité, les politiciens de droite, parfois aussi de gauche, et une grande partie de la soi-disant élite intellectuelle (journalistes philosophes, experts de tout poil, etc.) nous abreuvent de discours visant à stigmatiser les musulmans.

### Des amalgames intolérables et dangereux

Ils tentent de nous faire croire que l'Islam serait intrinsèquement plus réactionnaire et plus violente, plus sexiste, que les autres religions. Une terrible équation est propagée : maghrébin = musulman = délinquant = terroriste. Pourtant, les chrétiens que l'on a vu défiler contre le mariage pour tous développaient une idéologie tout aussi réactionnaire et sexiste que celle des imams les plus fondamentalistes, dans laquelle le rôle social des femmes se réduit à celui de procréatrice et de femme au foyer.

Les petites phrases assassines à la Copé (cf. l'histoire du pain aux chocolats) sont devenues monnaie courante et se répandent sans gêne. Le refus de manger du porc dans les cantines est présenté comme un problème et certains maires interdisent les menus sans viande de porc dans les établissements scolaires toujours au nom de cette

sacro-sainte laïcité érigée en dogme religieux. (Pourtant, on n'emmerde pas ceux qui ont un régime sans sel ou ceux qui s'obstinent à ne pas manger d'épinards !).

Les femmes portant un voile sont réprimées par la loi dans leur vie quotidienne (accès aux services publics) et souvent exclues du travail ou d'une scolarité dans l'Education nationale. Autrement dit, elles sont rejetées vers les milieux qui les opprimeront (famille, écoles coraniques ou catholiques, etc.) par ceux-là même qui leur intiment l'ordre de s'émanciper ! Certains groupes militants comme les Femen, participent à ce climat islamophobe, comme l'ont montré plusieurs de leurs actions. Comme celle en soutien à une militante tunisienne devant la Mosquée de Paris brûlant un drapeau sur lequel est inscrit en arabe la profession de foi des musulmans «il n'y a de dieu que Dieu et Mohamed est son prophète». Il n'y avait pas à faire une action si insultante, qui vise de fait tous les musulmans, alors qu'il s'agissait de dénoncer le régime politique tunisien et la mouvance salafiste.

Tous ces amalgames ouvrent la voie à des violences intolérables, comme ces deux jeunes femmes d'Argenteuil rouées de coups dans la rue parce qu'elles portaient un Niqab, une a fait une fausse couche par la suite. Ou encore ce jeune de 14 ans tabassé parce qu'il portait un t-shirt avec le drapeau de l'Algérie en octobre dernier.

Nous défendons le droit de chacun et chacune de s'habiller comme il ou elle le souhaite, et donc de porter le foulard dans la mesure où il ne lui est pas imposé. De même, alors que le Niqab (qu'il faut distinguer du voile et qui n'a jamais d'ailleurs été une prescription du coran) reste problématique puisqu'il couvre le visage, il est hors de question qu'on juge à la tenue vestimentaire le droit d'accompagner une sortie scolaire par exemple.

### Un seul ennemi : le capitalisme

Alors que les jeunes, les travailleurs et les travailleuses de Tunisie, d'Egypte et de Turquie sont en lutte contre les partis islamistes (plus ou moins modérés, mais tous pro capitalistes) qui sont à la tête de leur Etat, en France on sent que la pression monte dans les quartiers populaires et le recours à la religion apparaît comme une solution pour une partie. Ce paradoxe n'est qu'apparent.

Ici ou là-bas, c'est, d'une part le manque de perspective et d'avenir qui nourrit des formes plus radicales de la religion ; il est clair que le système ne fonctionne pas et il y a une recherche de solutions et de sens. D'autre part, dans les pays à majorité musulmane, la religion a pu sembler un temps être une opposition à l'impérialisme et à la dictature (Tunisie, Egypte, Turquie, Iran...). Mais arrivés au pouvoir, comme en Egypte, les parties de l'islam politique finissent toujours par décevoir, puisqu'ils maintiennent la misère, le chômage, la dictature et l'exploitation

Face à ces campagnes de stigmatisation, on peut comprendre que certains musulmans se réfugient dans la religion d'une manière ou d'une autre, mais ça ne changera pas la société. C'est au contraire en luttant tous ensemble, en s'organisant, que ce soit contre les attaques du gouvernement ou contre le racisme, le sexisme, l'islamophobie etc. qu'on pourra faire reculer les discriminations.

Les partis de gauche ont déserté les cités, laissant les populations dans leurs difficultés et le désespoir. Il est de leur responsabilité de s'adresser à tous les travailleurs et jeunes en expliquant que le capitalisme va de pair avec le racisme et en organisant concrètement la lutte. Cela devrait être la tâche centrale d'une véritable force politique qui défendent les travailleurs et les opprimés en général, pour un système débarrassé de l'exploitation et de la pauvreté où chacun à le droit de s'habiller comme il le souhaite et de croire ou pas.

## Municipales 2014 : Le Front national menaçant...

Par Luc de Chivré

Les 46% du candidat FN de Villeneuve-sur-lot marquent une augmentation significative du potentiel électoral du Front national et un rejet croissant de l'UMP et du PS.

Cela sanctionne les partis qui servent les intérêts du capitalisme et qui ne veulent pas résoudre les problèmes d'emploi, de pouvoir d'achat et dont la corruption s'étale au quotidien... Après l'attente suscitée par les promesses de justice d'Hollande non tenues, les travailleurs, les jeunes... cherchent des solutions et des perspectives pour s'en sortir, mais votent aussi par désespoir.

Le FN a su passer d'un discours raciste à un discours toujours aussi raciste quant au fond mais beaucoup moins sur la forme. Et il met en avant un discours qui se veut aussi très social : retour aux 40 annuités pour la retraite, fin du dumping social... Marine Le Pen reste volontairement floue parce que le FN est un parti pro capitaliste mais qui s'appuie sur les couches populaires déçues pour progresser. Le FN n'a pourtant jamais soutenu les luttes et les actions des travailleurs pour leurs emplois, leurs salaires ou leurs retraites : En 2010, Marine Le Pen qualifiait de "voyoux" les grévistes des raffineries à la pointe du combat contre les mesures antisociales de Sarkozy. Le FN surfé sur les actions des gouvernements UMP puis PS qui expulsent et désignent depuis plusieurs années les «étrangers» comme des «voleurs de travail». Le vide laissé à la gauche du PS joue aussi en faveur de l'extrême droite.

Enfin, Villeneuve sur Lot, ce n'est pas précisément un bastion du socialisme et le score du candidat du FN (1000 voix de plus qu'en 2012) s'explique aussi par l'effondrement du PS (15 000 voix de moins qu'en 2012). Ni le NPA, ni le Front de Gauche n'ont bénéficié d'un report massif des voix du PS. Ce qu'il faut combler, c'est l'absence d'un parti de masse bien implanté dans la classe ouvrière et les organisations syndicales, car cela complique le travail pour combattre la médiatisation du FN et pour donner aux travailleurs une alternative au capitalisme et des moyens plus concrets pour unir tous les travailleurs.